

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Chers éleveurs, chers lecteurs,

« L'Europe unie » et le Parlement européen

Pendant des semaines l'EMB effectue des entretiens avec des membres du parlement européen. Nous expliquons nos propositions pour une nouvelle politique laitière. Souvent il y a plusieurs entretiens par jour avec des députés des différents groupes parlementaires. Les entretiens sont toujours différents et quelques fois ils prennent un sens inattendu.

Les députés sont très intéressés aux propositions de l'EMB. La plupart a déjà lu les positions de l'EMB avant l'entretien. Les revendications de l'EMB sont intégrées dans les amendements du rapport de M. Nicholson qui a évalué le paquet « Lait » de la Commission européenne. Jusqu'à la fin de juin le parlement européen votera sur ce rapport.

C'est frappant que les Verts et les Socialistes sont plus ouverts pour les réformes qui assureront que les producteurs de lait pourraient négocier à un pied égal avec des acheteurs de lait alors que les conservateurs et les libéraux croient en l'effectivité du marché et la bonne position des producteurs de lait au sein des coopératives. Une enquête de la Court des comptes européenne, du Comité économique et social européen, de l'autorité de concurrence allemande et même du « Groupe d'Expert de Haut Niveau » crée par le Conseil européen a montré que la position des producteurs de lait est trop faible vis-à-vis les acheteurs, également dans des coopératives. Cette situation est ignorée par les groupes susmentionnés en discutant le rapport de M. Nicholson. C'est pourquoi j'ai suggéré lors des différents que le parlement européen commissionnera une étude examinant la position des producteurs de lait qui sont membres des coopératives et de ceux qui fournissent des laiteries privées. Ainsi on pourrait identifier les faiblesses du système et changer le paquet « lait » effectivement. Plusieurs députés ont accueilli la proposition d'une manière favorable.

J'ai attendu des politiciens libéraux qu'ils accueillent les positions de l'EMB d'une manière favorable car ils soutiennent toujours l'entrepreneuriat libre. Ils savent très bien que seul un entrepreneur qui a une position égale sur le marché peut négocier décemment. C'est pourquoi nous continuerons d'effectuer des entretiens avec des députés libéraux et conservateurs et leurs expliquent nos propositions pour le marché laitier.

Des syndicats majoritaires souvent mettent nos positions au piquet « vert » et « socialiste », parce qu'on sait très bien que beaucoup de producteurs de lait ne trouvent aucun plaisir dans ces groupes politiques et renoncent éventuellement également les positions de l'EMB. Mais les propositions de l'EMB sont orientées vers le marché et offrent aux producteurs de lait plus de marge de manœuvre que le paquet « lait » de la Commission européenne soutenu par les syndicats majoritaires. Si la situation ne change pas les producteurs de lait seront intégrés, c'est la « contractualisation », avec des contrats que les producteurs de lait n'peuvent guère rejeter dû à leur manque de pouvoir de négociation. S'ils rejettent les contrats ils courent le risque de perdre l'accès au marché et d'abandonner la production laitière. Ce n'est pas de la liberté. Non plus d'une perspective libérale.

C'est pourquoi on a besoin des meilleures possibilités du regroupement que prévu par la Commission européenne ou par le rapport Nicholson.

Non seulement les groupes politiques mais aussi les pays jouent toujours un rôle dans les entretiens et les déclarations des députés. On a beau appuyer « L'Europe Unie » à Bruxelles, mais on la remarque très peu dans les bâtiments de l'UE. Chaque député essaie d'obtenir le meilleur pour son propre pays. Et ainsi on remarque que les députés des pays qui ont soutenu depuis longtemps un marché laitier libre, mais qui étaient fortement affectés par la crise laitière adoptent une

autre position que les députés des pays où la production laitière est encore en croissance. Tout le monde veut un marché stable, transparence, distribution équitable des marges et un revenu stables pour les producteurs de lait. Il est clair qu'on ne peut pas achever tout cela avec les propositions actuelles du paquet « lait ». Les représentants de l'EMB expliquent toujours lors de nos entretiens comment on peut achever les objectives communes des pays. L'EMB sait déjà de notre coopération quotidienne et intensive avec les producteurs de lait que signifie « L'Europe Unie »

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB

France: contrats abusifs et inacceptables

Les propositions de contrat des laiteries sont arrivées dans les fermes. L'Organisation de Producteurs de Lait (OPL) constate que celles-ci ne font qu'illustrer une nouvelle fois le déséquilibre qui existe entre les laiteries d'un côté et les producteurs, pris individuellement, d'un autre côté.

Concernant le volume de lait à livrer, ces contrats fixent d'emblée le volume pour la période qui suivra le 31 mars 2015 et le volume de référence : c'est le quota ! Certains contrats ne prévoient aucune marge de tolérance, alors que cela est obligatoire... comme si les vaches étaient de vulgaires robots ajustables. Concernant le prix, la pratique du double volume / double prix est malheureusement confirmée. Globalement, les propositions de contrats renvoient, parmi d'autres « indicateurs », aux indices CNIEL (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière), ou ses équivalents régionaux, sans se préoccuper des mises en garde faites par l'autorité de la concurrence à l'égard des « ententes ».

Concernant les organisations de producteurs : certains les envisagent, d'autres les ignorent totalement alors que dans le cadre de la régulation, l'Europe et Bruno Le Maire avaient exprimé la nécessité de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs en leur permettant de se regrouper en organisations. Que penser également du rôle des coopératives si elles jouent le double jeu de l'OP (Organisation de Producteurs) et de l'entreprise, alors qu'elles ne sont déjà plus que des organismes de collecte, ayant délégué la valeur ajoutée à des sociétés anonymes confisquant les plus-values aux producteurs.

En l'absence de politique de régulation de la production au niveau européen, la contractualisation à marche forcée s'avère bien être un piège pour les producteurs désarmés.

(Extraits d'un communiqué de l'OPL)

Des volutes de fumée sur le parvis du parlement européen à Bruxelles

Environ 300 producteurs et productrices de lait de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, d'Irlande et d'Italie venaient à Bruxelles le 4 mai ! Ils ont démontré avant le parlement européen que le rapport de M. Nicholson et ses commentaires sur le paquet « lait » de la Commission européenne dans sa forme actuelle n'est pas apte à renforcer la position des producteurs de lait sur le marché. Pour des minutes la fumée des feux artificiels obscurait la Place du Luxembourg – un spectacle très impressionnant et un défi pour les poumons des participants.

Sieta van Keimpema, la vice-présidente de l'EMB disait : « *Nous sommes aujourd'hui rassemblés sur le parvis du Parlement européen à Bruxelles dans le but d'adresser, avec encore plus de vigueur, nos revendications aux eurodéputés sensibles à notre cause. Nous avons allumé un feu, symbole des crises répétées attendues sur le marché du lait si les éleveurs de bétail laitier ne peuvent bénéficier, dans un cadre juridique établi, de la possibilité de se regrouper afin d'exercer une influence sur le marché et de garantir un juste prix.* »

En remettant des propositions d'amendements concrètes aux membres du parlement européen les délégations de l'EMB ont montré qu'il y a des voies et des moyens pour une politique laitière durable de l'UE. Le regroupement suffisant des producteurs au sein des organisations de producteurs indépendantes, pas de régulations spéciales pour des coopératives et la création d'une agence de régulation afin d'observer le marché laitier d'une manière active sont des priorités. Les consommateurs devront également intégrer dans la conception du marché laitier afin de respecter leur intérêt aux produits laitiers frais de haute qualité qui sont produits partout en Europe d'une manière durable. Des discours des membres du parlement européen qui étaient sur place montraient que les revendications de l'EMB sont reçues favorablement par le comité agricole.

Après la manifestation devant le parlement européen les producteurs de lait marchaient à la Commission européenne pour manifester contre la politique très libérale du Commissaire de Commerce Karl de Gucht. Deux représentants du Directeur Général Commerce faisaient face à l'entretien avec les représentants de la délégation de l'EMB, mais quand on abordait la question des contrats avec des laiteries et la manque de marge de manœuvre des producteurs de lait ils

pendraient la poudre d'escampette et partaient. Le libre échange mondial à tout prix ou des structures paysannes en Europe – les approches sont très différentes. Mais cela ne devrait pas être une question des idéologies ou de la politique pour des entreprises qui sont intéressées à l'exportation. Nous avons besoin d'une politique alimentaire pour la population européenne qui ne nuit pas au temps aux gens dans des autres parties du monde. Des entretiens et activités suivront afin de montrer cela aux membres de la Commission.

Veillez trouver le communiqué de presse sur l'action réussie à Bruxelles ainsi que les revendications remises par l'EMB aux eurodéputés sur notre site web : www.europeanmilkboard.org dans la section 'Presse'

Sonja Korspeter, EMB

Espagne : Contrats obligatoires et regroupement

Il est prévu d'introduire des contrats écrits obligatoire, suivant l'exemple de la France, entre producteurs et acheteurs dans le secteur laitier en Espagne. Le ministère de l'environnement, des zones rurales et de la pêche à Madrid a déjà approuvé un tel projet de loi. Ce projet de loi prévoit des contrats ayant une durée d'une année qui ne renforcent pas seulement les relations contractuelles, la reconnaissance des organisations de producteurs et de l'organisation interprofessionnelle du secteur laitier (INLAC), mais qui règlent aussi le volume convenu contractuellement, les périodes de livraison et le prix convenu pour la durée du contrat. Il serait également possible de fixer des prix fixes ou flexibles avec les acheteurs. Contrairement à la France (la loi est entrée en vigueur le 1 avril) cette politique contractuelle sera probablement introduite en six mois en Espagne. Le gouvernement espagnol veut en tous cas attendre le vote du parlement européen sur le paquet « lait » en juin. L'autorité de concurrence en Espagne (CNC) a déjà examiné et approuvé l'introduction des contrats obligatoires, mais elle a critiqué des négociations collectives des contrats par des organisations de producteurs. L'autorité a proposé d'écraser ce paragraphe du projet de loi ou de dépasser la décision jusqu'à l'acceptation du paquet « lait » de l'UE. L'Organización de Productores de Leche (OPL) était créée au début d'année après la fusion des organisations des producteurs de lait FEPLAC, PROLEC et Ganaderos Unidos et couvre en total dans l'avenir environ 75 du volume de lait en Espagne. Fernando Sainz de la Maza, le directeur générale de l'OPL dit : « Un grand nombre de producteurs ne veut plus accepter qu'ils doivent livrer leur lait sans connaître le prix qu'ils obtiennent. Des contrats obligatoires pourraient promouvoir la reconnaissance des organisations de producteurs. Il reste à voir comment le projet de loi est mis en œuvre. » De la Maza demeure sceptique. L'OPL remettra dans les mois qui viennent une demande d'être reconnu comme organisation de producteurs et une demande d'adhésion à l'INLAC.

Sonja Korspeter, EMB

"Le Lait Equitable" est équitable et reste équitable

Selon le jugement du tribunal régional (Landgericht) à Landshut concernant la demande en justice de la Wettbewerbszentrale à Bad Homburg contre la Milchvermarktung Süddeutschland MVS GmbH le produit « Die Faire Milch » (Le Lait Equitable) ne peut plus utiliser cet appellation parce que les consommateurs pourraient avoir l'impression que « Die Faire Milch » est le seul lait qui est produit d'une manière équitable. Pour le Bundesverband Deutscher Milchviehhalter BDM e.V. il est incompréhensible pourquoi le tribunal a prononcé un tel jugement. Le BDM attend maintenant le considérant du jugement du tribunal régional afin de donner son avis approfondi du considérant. Le BDM introduisera certainement un recours juridictionnel. Si le mot « équitable » fait l'objet de la discussion (le bruit court que cela est le cas) cela doit mener à une discussion extensive du mot « équité » et des autres produits équitables seront inévitablement examinés aussi.

Des différents rapports de presse ont critiqué que la MVS qui commercialise « Die Faire Milch » pour le BDM paye seulement 40 centimes pour 25% du lait cru. En effet les producteurs reçoivent 40 centimes pour chaque litre de lait qui est vendu comme « Die Faire Milch ». On peut prouver cela noir sur blanc. Il est bien connu que la MVS commercialise également du lait conventionnel mais cela n'affecte pas de tout la promesse du Lait Equitable.

Le fait est que les producteurs du Lait Equitable se conforment aux certaines normes durables (production respectueuse aux abeilles, pas d'aliments importés de l'étranger, fourrage vert constitue une grande partie de l'alimentation etc.). Un autre aspect important de l'équité est que le prix de ce produit est calculé de bas en haut. Ça veut dire que le calcul est basé sur les prix rémunérateurs aux producteurs. C'est ainsi que « Die Faire Milch » varie considérablement du mécanisme habituel de l'industrie laitière en Allemagne qui calcule les prix de haut en bas et les producteurs de lait n'obtiennent que « l'argent restant » (voir aussi : rapport intermédiaire sur le secteur laitier de l' Office fédéral de concurrence (Bundeskartellamt)).

Le BDM pense que la demande que la Wettbewerbszentrale fût amené à déposer, est basée sur les motivations politiques et économiques. Le BDM pense également que la discussion incitée par cette demande pourrait mener à un débat de la société civile de la notion d « équité ».

(Extrait d'un communiqué de presse de BDM)

"L'homme LE POUVOIR Le lait" – exposition de photographies dans le parlement européen

Du 23 au 27 mai l'European Milk Board présente en coopération avec Martin Häusling et José Bové, membres du parlement européen, l'exposition de photographies L'homme LE POUVOIR Le lait. C'est la première fois que les versions anglais et français de cette exposition seront présentées. Le 25 mai Georg Häusler, le chef du cabinet de Dacian Ciolos, Commissaire européen de l'agriculture, inaugura l'exposition officiellement.

Prenant l'exemple du lait l'exposition de photographies montre la stratégie de l'intégration dans le marché mondiale poursuivie par l'UE. Cette expansion de « croissance ou disparition » a des conséquences fatales pour les producteurs et productrices de lait en Europe et dans les pays en développement. Du lait est après du café et du thé la boisson la plus populaire dans le monde. Du fromage, du yaourt et du caillé sont aussi de plus en plus populaires et font partie d'une alimentation saine.

L'exposition de photographies montre la vie quotidienne et le travail des producteurs de lait en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Burkina Faso. En plus prenant l'exemple du Cameroun l'exposition montre en détail des effets de la politique laitière de l'UE sur les producteurs de lait et les consommateurs au Cameroun.

Des consommateurs veulent des produits alimentaires de haute qualité et un environnement vivable. Des éleveurs en Schleswig-Holstein, en Normandie et dans des autres régions européennes ainsi que dans des pays en développement revendiquent des prix équitables afin qu'ils puissent vivre de leur travail. Une agriculture paysanne partout dans le monde a besoin d'une politique agricole acceptée par la société et des règles pour le marché !

Le débat sur l'avenir de l'agriculture dans le contexte de la réforme de la politique agricole de l'UE après 2013 est mené par la politique, les agriculteurs et les citoyens. Nous avons l'opportunité de réorienter la politique agricole !

L'European Milk Board, des organisations environnementales et des organisations d'aide au développement travaillent ensemble en Europe. Avec l'exposition L'homme – LE POUVOIR – Le lait et des événements régionaux nous encourageons le dialogue entre des citoyens, des agriculteurs et la politique. La question majeure est quelle forme d'agriculture voulons-nous dans l'avenir ? Est-ce que nous voulons une industrie agro-alimentaire orientée vers les exportations ou est-ce que nous voulons renforcer une production alimentaire paysanne, diverse et régionale qui est adaptés aux besoins locaux et qui nous fournit avec l'alimentation saine ?

Cette exposition de photographies était élaborée dans le cadre du projet de coopération «Jetzt handeln! Klima- und entwicklungsfreundliche EU-Agrarpolitik» («Agissons sans tarder! Pour une politique agricole européenne respectueuse du climat et du développement») lancé par Germanwatch et l'Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (Association pour la promotion de l'agriculture familiale - AbL) en coopération avec leurs partenaires Brot für die Welt (Du Pain pour le Monde) et Misereor ainsi que le Bundesverband Deutscher Milchviehalter (Association fédérale des Producteurs de Lait allemands - BDM) et l'European Milk Board (EMB). Le projet est soutenu par le Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement.

Veillez contacter l'office de l'European Milk Board si vous voulez emprunter l'exposition pour vos événements (c'est possible dès début juin).

Suisse : lutte pour une production laitière adaptée aux besoins du marché

« C'est la dernière chance pour l'interprofession de la filière lait » disait le Conseil des Etats après la prorogation de son décision concernant le marché laitier le 18 mars 2011. Le mot « dernière » indique déjà que la Suisse a beaucoup expérimenté avec le soi-disant marché libre après l'abandon des quotas en mai 2009. Du point de vue des producteurs de lait ni la création de l'interprofession Suisse de la filière lait (IP Lait) ni des programmes diverses pour vendre des excédents à l'étranger ont été couronnés de succès. Le marché laitier en Suisse est déséquilibré, les stockages de beurre augmentent de 300 tons/semaine et les prix de lait sont avec environ 57 Rappen (45 centimes ; source : PSL, chiffre pour le moi de février ; 4% matière grasse, 3,3 protéine) plus bas que les coûts de production. Les prix des différentes organisations de producteurs diffèrent considérablement.

L'interprofession est incapable d'agir

Des représentants du commerce au détail, des transformateurs ainsi que les organisations des producteurs de lait et des producteurs-transformateurs de lait font partie de l'interprofession pour la filière lait qui est officiellement reconnue par le gouvernement Suisse. Lors de leur dernière réunion l'IP Lait a approuvé une augmentation du prix de lait de 3 Rappen/kg lait A depuis le 1 avril 2011. Mais les « montagnes de beurre » sont encore là est les ventes de fromage sont en baisse. Il est donc pas certain si les laiteries observent cette mesure qui ne s'applique pas aux volumes B et C introduits par l'interprofession. L'organisation de producteurs Miba, par exemple, paye ses membres dès le 11 avril 57,8 Rappen/kg lait. Elle réalise ainsi l'augmentation, mais le prix est encore 10 Rappen plus bas que le prix indicatif approuvé par l'IP Lait de 68 Rappen (53 centimes)/litre du lait A et 40 Rappen plus bas qu'un prix rémunérateur. Une autre mesure approuvée par l'IP Lait est la réduction des « montagnes de beurre » qui se monte actuellement à 8020 tonnes de beurre. Cette réduction sera principalement financée par un fond intitulé « Soutien du prix de lait » qui est financé par les producteurs de lait (environ 42 millions Francs).

Réaction des producteurs de lait

Pour BIG-M bazarder les excédents n'est pas de solution. L'association revendique «Milchproduktion nach Mass – nicht masslos». « Une production raisonnable, dit Martin Haab, président de BIG-M, est orientée vers un prix équitable et une chaîne de valeur ajoutée de haute-qualité. Seule la régulation du volume incite les transformateurs à chercher de la croissance principalement dans le secteur de qualité. L'association membre de l'EMB Uniterre revendique également que les producteurs devront avoir le choix de ne produire que du lait A et qu'il faut payer un prix équitable de 1 Franc par litre. Pierre-André Tombez, président de l'Uniterre dit : „Il est essentielle d'introduire un système de régulation à caractère obligatoire pour les producteurs de lait afin d'administrer les volumes appropriés au marché et de négocier des prix équitables. C'est aussi une condition de base pour une politique agricole ancrée dans la souveraineté alimentaire et qui empêche le dumping à l'exportation ».

C'est pourquoi les associations des producteurs de lait BIG-M, Uniterre et PSL effectuent des entretiens avec des représentants politiques afin d'achever des conditions cadres pour une production laitière adaptée aux besoins du marché. Autres actions qui ont un impact sur le public devront augmenter la pression sur la politique, l'industrie et le commerce. En introduisant le Lait Equitable sur le marché suisse les consommateurs auront la possibilité de choisir l'équité et au même temps on montre à la politique et au secteur laitier que des prix équitables aux producteurs sont possible. A Genève Uniterre a déjà présenté une marque dont les producteurs reçoivent 1 Franc par litre de lait vendu. Ce projet régional montre : où il y a une volonté il y a un chemin et les producteurs de lait sur le marché qui ont le pouvoir d'agir.

Sonja Korspeter, EMB